



PRÉFET DE L'AUBE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination interministérielle et de l'appui territorial

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023180-0001

Arrêté de mise en demeure de la société CHROMETAL-GIDER située sur le territoire de la commune
de CHAVANGES

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-1 à R. 512-3, R. 512-75-1, L. 541-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82/4281 du 18 octobre 1982, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires :

- n° 01-4541A du 21 décembre 2001,
- n° 09-0153 du 20 janvier 2009,
- n° 10-3218 du 15 octobre 2010 ;

VU le courrier de la société CHROMETAL-GIDER adressé à la préfecture de l'Aube et le courriel du 14 octobre 2022 adressé à l'inspection des installations classées, notifiant l'arrêt des activités sur le site de CHAVANGES depuis le 28 juillet 2022 ;

VU le rapport de diagnostic simplifié de pollution des sols transmis à l'inspection des installations classées lors de la notification de cessation d'activité ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 20 mars 2023 établi à l'issue de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 24 mars 2023 par recommandé avec accusé de réception laissant un délai de 15 jours à l'exploitant pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société CHROMETAL-GIDER a notifié le 14 octobre 2022 la cessation des activités sur le site de CHAVANGES ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 14 décembre 2022 et a constaté l'arrêt des activités ;

CONSIDÉRANT que le point II de l'article 512-39-1 prescrit :

« II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. » ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 la présence de fuites dans des bacs de stockages et la présence sur site de divers déchets (réservoirs, matières liquides...) ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que la mise en sécurité du site au sens sur R. 512-75-1 n'a pas été faite et que l'exploitant n'a pas proposé de calendrier comme prévu au point II de l'article R. 512-39-1 précédemment cité ;

CONSIDÉRANT que ces éléments peuvent être de nature à causer des pollutions sur l'environnement et notamment des sols, dont la qualité a été détériorée par l'activité de traitement de surface de métaux au droit du site, d'après le rapport de diagnostic transmis par l'exploitant lors de la notification de cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation est de nature à présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dans l'attente de la mise en sécurité du site, il est de fait nécessaire de mettre en œuvre des mesures organisationnelles et techniques conservatoires visant d'une part à limiter la gravité en cas de survenue d'un événement accidentel/incidentel et d'autre part à augmenter les niveaux de surveillance in situ ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. »

CONSIDÉRANT que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du point I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CHROMETAL-GIDER de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : MISE EN DEMEURE

La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège social est situé Zone Industrielle La Marque – 10 330 CHAVANGES, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement **sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 : MESURES CONSERVATOIRES

Sans délai, la société CHROMETAL-GIDER met en œuvre les modalités d'exploitations suivantes :

- une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, 24h/24 et 7j/7, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux en cas d'accident/d'incident ;
- il est interdit de stocker de nouveaux produits sur site ;
- les réservoirs de stockage défectueux sont évacués ;
- l'exploitant établit un état des lieux des matières stockées sur ses installations et de leur mode de stockage ;
- l'exploitant établit la liste des incompatibilités chimiques entre les produits ;
- les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ne sont pas stockées au même endroit.

Des documents attestant de la mise en place de ces modalités sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié à la société CHROMETAL-GIDER.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **29 JUIN 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.